



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES  
COMMUNE DE LE TIGNET

**DELIBERATION  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers :  
en exercice : 23  
présents : -  
Votants : -

L'an deux mil vingt cinq  
le sept avril

Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,  
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur  
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 mars 2025

Ouverture de la séance : **19h00**

**PRESENTS** : .....

**ABSENTS SANS POUVOIR** : .....

**POUVOIRS** : .....

**Secrétaire de Séance : Brigitte LUCAS**

**DELIBERATION N° 2025.025 : DUP / DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE RELATIVE A LA  
REQUALIFICATION D'UN OUVRAGE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET D'AMÉNAGEMENT  
PAYSAGER DU SECTEUR DIT DE LA POINTE CARREFOUR**

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu la délibération n° 2024.044 du 9 juillet 2024,

Considérant que le service des Domaines de l'Etat (France Domaines) a établi le 28 janvier 2025 son estimation concernant les parcelles cadastrées B 2984, B 2588 et B 2605p, situées 42 chemin du Flaquier Nord, classées en zone Uep1 au PLU opposable, représentant une superficie totale de 3.277 m2 pour un montant de 59 000 €.

Considérant l'intérêt public de réaménagement du terrain d'assiette pour des raisons de sécurité, de sauvegarde et de protection des populations, sur le principe de précaution, notamment en assurant une meilleure gestion des eaux pluviales maîtrisées et limitant ainsi le risque d'inondation des habitations riveraines,

Considérant par ailleurs qu'il convient de préciser la totalité des surfaces des parcelles concernées :

- B 2588
- B 2984,
- B 2605p,

situées 42 chemin du Flaquier Nord représentant un ensemble foncier total de 3 277 m<sup>2</sup> comme indiqué dans la délibération susvisée.

Monsieur le Maire précise que les négociations menées avec la société Carrefour Property se sont révélées positives et ont abouti à l'obtention d'une validation, par le comité de gouvernance du Groupe Carrefour en date du 17 mars 2025, de la cession à la commune des parcelles précitées à un prix net vendeur de 59 000,00 €, conformément à l'estimation domaniale du 28 janvier 2025.

Cette validation a permis aux deux parties de convenir d'une vente par acte notarié au plus tard en juin 2025, dès l'achèvement des procédures préalables à mettre en œuvre.

Nonobstant cette excellente nouvelle, Monsieur le Maire estime cependant indispensable de veiller à préserver les intérêts de la commune, compte tenu notamment des impératifs de sécurisation des riverains.

Il propose en conséquence, dans l'attente de l'établissement officiel de l'acte notarié, de :

**CONFIRMER** le dispositif tel que figurant dans la délibération susvisée sollicitant de l'autorité préfectorale l'émission des arrêtés d'utilité publique et de cessibilité avec au préalable la mise aux enquêtes conjointes,

**APPROUVER** le principe de l'opération de réaménagement de l'espace foncier dit de la Pointe Carrefour,

**AUTORISER** le Maire ou son représentant à procéder au lancement de la phase de DUP,

**AUTORISER** le Maire ou son représentant à procéder à l'acquisition des terrains d'assiette soit par voie amiable avant ou au démarrage de l'enquête publique, soit à l'issue de la procédure de DUP.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à ... votes « pour », ... vote « contre » et ... abstention :

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

**LE MAIRE**

**Claude SERRA**